

COMMERCE ET EMPLOI

UN DÉFI POUR LA RECHERCHE EN MATIÈRE DE POLITIQUES

La présente étude est le fruit d'un effort de recherche commun entre le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Bureau international du travail (BIT). Elle traite d'une question qui intéresse les deux organisations: les liens entre le commerce et l'emploi.

En faisant un tour d'horizon des travaux de recherche économique, la présente étude donne une vue impartiale de ce que l'on peut dire – et avec quel degré de fiabilité – au sujet des liens entre le commerce et l'emploi, question souvent controversée dans les débats publics. Elle met l'accent sur les liens entre les politiques commerciales, d'une part, et les politiques de l'emploi et les politiques sociales, d'autre part, et elle intéressera tous ceux qui suivent ce débat: universitaires et décideurs, économistes, employés et employeurs, spécialistes du commerce et de l'emploi.

OMC ISBN 978-92-870-3381-9
BIT ISBN 978-92-2-219551-0

Étude conjointe du Bureau international du travail
et du Secrétariat de l'organisation mondiale du commerce

COMMERCE ET EMPLOI

UN DÉFI POUR LA RECHERCHE EN MATIÈRE DE POLITIQUES

Étude conjointe du Bureau international du travail
et du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce

Élaborée par

Marion Jansen

Division de la recherche économique et des
statistiques

Secrétariat de l'Organisation mondiale du
commerce



Eddy Lee

Institut international d'études sociales

Bureau international du travail



Bureau international du Travail - Genève

Copyright © 2007 **Organisation internationale du travail** et **Organisation mondiale du commerce**.

Les publications du **Bureau international du travail** et de l'**Organisation mondiale du commerce** jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du Protocole Annexe 2 à la Convention universelle sur le droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Service des publications de l'OMC, **Organisation mondiale du commerce**, CH-1211 Genève (Suisse) ou par courriel à l'adresse suivante: publications@wto.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Les désignations utilisées dans les publications du BIT et de l'OMC, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du **Bureau international du travail** ou de l'**Organisation mondiale du commerce** aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les études et autres textes n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le **Bureau international du travail** ou l'**Organisation mondiale du commerce** souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du **Bureau international du travail** ou de l'**Organisation mondiale du commerce** aucune appréciation favorable ou défavorable.

OMC ISBN 978-92-870-3381-9

BIT ISBN 978-92-2-219551-0

Également disponible en anglais et en espagnol:

Titre anglais BIT ISBN 978-92-2-119551-1 / OMC ISBN 978-92-870-3380-2

Titre espagnol BIT ISBN 978-92-2-319551-9 / OMC ISBN 978-92-870-3382-6

Les publications du BIT et de l'OMC peuvent être obtenues dans les principales librairies ou:

– auprès des bureaux locaux du BIT dans de nombreux pays, ou directement auprès du Service des publications du BIT, Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22 (Suisse). Les catalogues ou les listes des nouvelles publications peuvent être obtenus gratuitement à l'adresse ci-dessus, ou par courriel à l'adresse suivante: pubvente@ilo.org.
– par le site Web du BIT: www.ilo.org/publns

– directement auprès du Service des publications de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, 154 rue de Lausanne, CH-1211 Genève 21, tél.: (41 22) 739 52 08, fax: (41 22) 739 54 58, adresse électronique: publications@wto.org.

– à la librairie en ligne de l'OMC à l'adresse suivante: <http://onlinebookshop.wto.org>

REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent remercier Hilda Addison et Monica Takyi-Appiah pour leur aide en matière de recherche ainsi que Peter Auer, Duncan Campbell, Michael Finger, Ajit Ghose, Rizwanul Islam, Arne Klau, David Kucera, Karen McCusker, José Manuel Salazar-Xirinachs, Ritash Sarna et Rolph Van der Hoeven qui ont fait des observations sur les versions précédentes de ce document. Ils tiennent à préciser qu'ils sont seuls responsables des erreurs ou omissions qui pourraient encore y figurer.

AVANT-PROPOS

La présente étude est le fruit d'un effort de recherche commun entre le Secrétariat de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Bureau international du Travail (BIT). Elle traite d'une question qui préoccupe beaucoup les deux Organisations, c'est-à-dire les liens entre le commerce et l'emploi.

Le système commercial multilatéral peut contribuer à accroître le bien-être à l'échelle de la planète et promouvoir de meilleurs résultats pour l'emploi. Le défi auquel tous nos Membres sont confrontés consiste à trouver comment réaliser ce potentiel aussi pleinement que possible. Aider à mieux comprendre en quoi les échanges et les marchés du travail interagissent et affectent la vie de millions d'êtres humains partout dans le monde constitue un premier pas dans cette direction.

Nous considérons cette étude conjointe du BIT et du Secrétariat de l'OMC comme une initiative utile et opportune qui contribuera à une meilleure compréhension et aidera les gouvernements à prendre des décisions dans un environnement en constante évolution et de plus en plus complexe. En combinant les savoir-faire des deux Secrétariats, cette étude technique cherche à donner une vue large et impartiale de ce que l'on peut dire – et avec quel degré de fiabilité – au sujet des liens entre le commerce et l'emploi, et de la façon dont les politiques

commerciales et les politiques du marché du travail affectent cette relation. L'étude signale également des questions qui ne sont pas toujours bien comprises dans les ouvrages spécialisés, et sur lesquelles davantage de recherche serait utile.

Nous sommes donc heureux de présenter cette étude, exemple encourageant d'une collaboration fructueuse entre les deux Secrétariats sur des questions d'intérêt commun.

Pascal Lamy

Directeur général de l'OMC

Juan Somavia

Directeur général du BIT

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	1
A. INTRODUCTION	15
B. LES FLUX COMMERCIAUX ET L'EMPLOI: LE CONTEXTE ACTUEL	16
C. COMMERCE ET EMPLOI: LA THÉORIE ET LES FAITS	22
1. Le commerce et les niveaux de revenu	23
2. Le commerce, la destruction d'emplois, la création d'emplois et le chômage: ce que nous dit la théorie	28
3. Les faits: le commerce et l'emploi/le chômage	35
D. COMMERCE ET INÉGALITÉ	45
1. Le commerce et l'inégalité: ce que nous dit la théorie	47
(a) Le commerce et la demande relative de différents types de main-d'œuvre	47
(b) Le commerce, l'IED et la possibilité de remplacer des travailleurs nationaux par des travailleurs étrangers	50
2. Les faits: le commerce et l'inégalité des salaires	54
3. Les faits: le commerce et l'inégalité des revenus	60
4. Les faits: le commerce, l'IED et la possibilité de remplacer des travailleurs nationaux par des travailleurs étrangers	63
(a) La mondialisation affecte-t-elle les élasticités de la demande de main-d'œuvre?	63
(b) La mondialisation, l'insécurité et le pouvoir de négociation des travailleurs	65

E. LE RÔLE DES DÉCIDEURS	67
1. Labour market institutions	67
(a) Assurer les travailleurs contre les aléas de la vie professionnelle	69
(b) Faciliter la transition à la suite de la réforme commerciale	73
(i) <i>La protection sociale et le rôle potentiel de la communauté internationale</i>	73
(ii) <i>Les politiques actives du marché du travail</i>	76
(c) Liberté d'association et négociation collective	78
(d) La réforme commerciale et l'économie informelle dans les pays en développement	83
2. Les politiques de redistribution	88
3. Les politiques de l'éducation	92
4. Autres aspects des politiques	97
(a) La réponse de l'offre dans les pays en développement	97
(b) Le rôle des marchés financiers pour l'efficacité et la stabilité	99
(c) Le rythme de la libéralisation des échanges	101
F. CONCLUSIONS	103
BIBLIOGRAPHIE	109

COMMERCE ET EMPLOI

UN DÉFI POUR LA RECHERCHE EN MATIÈRE DE POLITIQUES

Étude conjointe du Bureau international du travail et du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Objectif

Le présente étude est le fruit d'un effort commun du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du Bureau international du travail (BIT), qui a pour but de donner une vue impartiale de ce que l'on peut dire, et avec quel degré de fiabilité, au sujet des liens entre le commerce et l'emploi, question souvent controversée dans les débats publics. Elle tente de le faire en passant en revue les travaux de recherche, aussi bien théoriques qu'empiriques. La question a fait l'objet d'un volume considérable d'études, notamment d'excellentes analyses documentaires. La présente étude voudrait se distinguer des travaux existants en mettant l'accent sur les liens entre les politiques commerciales, d'une part, et les politiques de l'emploi et les politiques sociales, d'autre part.

Questions fondamentales

Les économistes ont depuis longtemps reconnu que les échanges conduiraient à une division du travail avantageuse pour chaque participant. Assurément, en réaffectant les ressources conformément aux principes de l'avantage comparatif, il est possible de les utiliser d'une manière plus appropriée et plus efficace pour la production, et de générer ainsi ce qu'on appelle les gains résultant du commerce

international. Les producteurs hautement productifs pourront se développer à mesure qu'ils commencent à vendre leurs biens ou leurs services à l'étranger. Les producteurs et les consommateurs pourront profiter d'importations meilleur marché et d'un plus large choix de produits et de qualités. Ce dernier point implique cependant que certaines productions nationales seront évincées par les importations.

Autrement dit, on attend de la libéralisation des échanges qu'elle déclenche une restructuration de l'activité économique qui se traduit par des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois dans certaines parties de l'économie et le démarrage de nouvelles entreprises, des investissements dans les productions en expansion et des offres d'emploi dans d'autres parties de l'économie. La libéralisation des échanges est donc associée à la fois à des destructions d'emplois et à des créations d'emplois. À court terme, les effets nets qui en résultent sur l'emploi peuvent être positifs ou négatifs selon des facteurs propres à chaque pays, par exemple le fonctionnement des marchés du travail et des produits. À long terme cependant, les gains d'efficacité induits par la libéralisation des échanges devraient avoir des incidences globales positives sur l'emploi, qu'il s'agisse du nombre d'emplois, des salaires ou d'une combinaison des deux. Des augmentations moyennes des salaires peuvent, cependant, dissimuler des changements dans la répartition et ces changements peuvent avoir des incidences négatives sur certains travailleurs.

Lorsque la libéralisation des échanges a des effets négatifs sur certains segments de la main-d'œuvre, des politiques de l'emploi et des politiques sociales sont nécessaires pour redistribuer des gagnants au profit des perdants une partie des gains résultant des échanges. La présente étude tente d'indiquer les situations dans lesquelles une intervention gouvernementale de cette nature peut être utile et sur quels individus et groupes elle devrait être ciblée. Sont

également examinées les incidences possibles de différents types de politiques de l'emploi et de politiques sociales dans des situations déterminées. Dans cette analyse, il est rappelé que les politiques de l'emploi et les politiques sociales peuvent avoir, en termes d'efficience, des effets non désirés. Assurément, dans la mesure où ces politiques peuvent avoir une incidence négative sur le processus susmentionné de «redistribution» qui est nécessaire pour profiter des avantages résultant des échanges, les décideurs peuvent se voir contraints à un arbitrage, même s'il ne s'agit pas forcément d'un choix très tranché.

Les faits récents

Traditionnellement, les économistes pensaient que le processus de redistribution déclenché par la libéralisation des échanges aurait lieu entre les secteurs. En gros, on s'attendait à une contraction des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays développés, tandis que les secteurs à forte intensité de qualification et/ou de capital connaîtraient une expansion. Le phénomène inverse était attendu dans les pays en développement. Dans les pays développés, des emplois seraient donc détruits dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et le capital employé dans ces secteurs devrait être réemployé. Du point de vue de la répartition, les conséquences à long terme des échanges impliqueraient, dans le monde développé, une inégalité accrue entre le capital et le travail ou entre la main-d'œuvre qualifiée et la main-d'œuvre non qualifiée. En revanche, l'inégalité était censée diminuer dans le monde en développement.

Initialement, l'observation empirique a paru confirmer ces prédictions. En particulier, des réductions de l'inégalité étaient constatées dans un certain nombre d'économies d'Asie de l'Est qui libéralisaient les échanges. Dans le même temps, des accroissements de l'écart de salaire entre travailleurs hautement qualifiés et peu

qualifiés – ce que l'on appelle la prime à la qualification – étaient observés dans un certain nombre de pays développés. D'autres pays développés, où des politiques du marché du travail telles que le salaire minimum freinaient les ajustements de salaire, connaissaient une augmentation du chômage parmi les travailleurs peu qualifiés.

Cependant, trois phénomènes importants sont apparus qui n'étaient pas conformes à la théorie traditionnelle des échanges, et une abondante littérature théorique et empirique a tenté de trouver une réponse à cette contradiction entre les prédictions traditionnelles et les réalités observées.

1. Premièrement, la plupart des pays industrialisés commercent surtout avec d'autres pays industrialisés. La théorie traditionnelle des échanges n'avait qu'une utilité très limitée pour prédire les incidences de ce type d'échanges en termes d'emploi. Des contributions récentes à la littérature théorique sur le commerce ont donc porté sur la question de savoir si les échanges entre pays similaires, c'est-à-dire les échanges intrasectoriels, pouvaient avoir une incidence sur la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée et de main-d'œuvre peu qualifiée, et certaines de ces études ont combiné échanges et changement technologique. Ces études arrivent à la conclusion que les échanges entre pays similaires peuvent accroître l'inégalité salariale à l'intérieur des pays et aussi à l'intérieur des secteurs.

Une autre branche de la littérature a examiné le lien entre l'ouverture et la sensibilité de la demande de main-d'œuvre aux changements observés dans les salaires. Dans ce contexte, on a fait valoir que les employeurs seraient probablement plus enclins dans une économie ouverte que dans une économie fermée à menacer de licencier des travailleurs quand ceux-ci réclament une augmentation de salaire, par exemple parce qu'ils doivent faire face à une concurrence

des prix plus vive qu'auparavant. À propos de cette sensibilité accrue, les économistes parlent d'un accroissement de l'élasticité-prix de la demande de main-d'œuvre. Ce raisonnement a deux conséquences importantes. Premièrement, le commerce entre pays industrialisés et pays en développement influera sur l'élasticité du travail, mais il en va de même du commerce entre pays industrialisés. Deuxièmement, l'élasticité-prix de la demande peut être influencée par la simple possibilité de l'échange. Par exemple, la simple menace de se procurer des intrants en provenance d'un autre pays ou la simple menace de la délocalisation peut affaiblir la résistance des travailleurs aux réductions de salaire.

Ces études peuvent expliquer pourquoi les enquêtes effectuées dans les pays industrialisés ont révélé que les travailleurs, dans des secteurs de types très différents, signalent un sentiment accru d'insécurité de l'emploi lorsque les pays libéralisent. La littérature théorique confirme que le commerce, en particulier s'il est associé à l'investissement étranger direct (IED), peut accroître la volatilité sur les marchés du travail. Ce qui est surprenant, néanmoins, c'est que les statistiques sur la redistribution des emplois ne révèlent pas d'accroissement systématique de la volatilité sur le marché du travail. La recherche sur les moyens de concilier les observations contradictoires indiquant un sentiment d'insécurité parmi les travailleurs, d'une part, et les statistiques du marché du travail, de l'autre, se poursuivent.

2. Deuxièmement, contrairement aux attentes, des accroissements de la prime de qualification ont aussi été observés dans des économies en développement au cours de périodes de libéralisation des échanges, plus particulièrement dans un certain nombre d'économies latino-américaines. De nombreuses études empiriques ont tenté d'expliquer ce phénomène et constatent que le moment choisi pour la libéralisation des échanges, le tarif douanier en

vigueur avant la libéralisation et le changement technologique sont quelques-uns des éléments qui expliquent pourquoi, dans certains pays en développement, on a assisté à un accroissement de la prime de qualification après la libéralisation des échanges. La littérature théorique sur la question s'est concentrée sur l'interaction entre le commerce, l'IED et le changement technologique pour expliquer l'évolution observée en ce qui concerne l'inégalité salariale dans les pays en développement. L'importance croissante de l'IED a aussi favorisé un regain d'intérêt pour la répartition fonctionnelle du revenu entre le capital et le travail – plutôt que pour le ratio entre les salaires des travailleurs hautement qualifiés et ceux des travailleurs peu qualifiés – et pour l'inégalité des revenus en général.

3. Troisièmement, il a été constaté qu'une redistribution d'emplois d'une ampleur considérable avait lieu à l'intérieur des secteurs, plutôt qu'entre les secteurs comme l'aurait prédit la théorie traditionnelle des échanges. En réponse, une nouvelle génération de modèles d'échanges a été mise au point, selon lesquels la libéralisation des échanges encourage l'expansion des fournisseurs les plus productifs dans tous les secteurs, c'est-à-dire dans les secteurs dans lesquels les pays sont des exportateurs nets et les secteurs dans lesquels ils sont des importateurs nets. En conséquence, ces modèles prédisent que, dans tous les secteurs, des emplois sont créés par les fournisseurs qui peuvent soutenir la concurrence au niveau international et sont détruits par les fournisseurs qui ne peuvent pas rivaliser avec la concurrence. C'est peut-être là une bonne nouvelle pour les décideurs, car on estime généralement qu'il est plus facile pour les travailleurs de changer d'entreprises à l'intérieur du même secteur que de trouver du travail dans un secteur différent. La redistribution à l'intérieur d'un secteur peut, par exemple, impliquer des coûts de recyclage professionnel plus faibles pour les travailleurs et des périodes de prospection d'emplois plus courtes. D'un autre côté, ces nouveaux modèles d'échanges impliquent que des emplois sont en

danger dans tous les secteurs. Si les modèles d'échanges traditionnels suggéraient que les décideurs souhaitant aider les travailleurs devaient mettre l'accent sur les secteurs en concurrence avec les importations, la recherche récente suggère qu'un tel ciblage des interventions n'est pas justifié. En effet, les études récentes soulignent qu'il sera de plus en plus difficile pour les décideurs de prédire quels seront, dans le proche avenir, les emplois menacés et les emplois pour lesquels il y aura une demande.

Une abondante littérature empirique est née de l'analyse de ces phénomènes. Les études empiriques sur l'incidence du commerce sur l'emploi sont en effet confrontées à une difficulté majeure, celle de distinguer les différentes causes possibles des changements observés dans l'emploi. Certaines de ces causes ont une portée mondiale, le changement technologique par exemple, d'autres sont propres à un pays. Les politiques du marché du travail, les politiques macro-économiques ou les mouvements qui accompagnent le cycle économique ne sont que quelques exemples des facteurs propres à un pays qui peuvent influencer sur le niveau et la structure de l'emploi dans une économie. Ces facteurs peuvent aussi influencer les réactions du marché du travail à des changements de la politique commerciale. Il n'est donc pas surprenant que l'une des conclusions que l'on peut tirer de la littérature est que les incidences du commerce sur l'emploi présentent des différences notables selon les pays.

Conséquences pour la conception des politiques

La présente étude examine ensuite un certain nombre de politiques sous trois angles différents: la possibilité qu'elles ont d'influencer le lien entre les échanges, la croissance et l'emploi dans un sens soit positif soit négatif, leurs effets sur la redistribution, et la possibilité qu'elles offrent de fournir des garanties et une assurance contre les aléas majeurs de la vie professionnelle.

- *Politiques destinées à faciliter la transition après la réforme commerciale*

Les travailleurs qui perdent leur emploi à la suite de la réforme commerciale doivent chercher un nouvel emploi et doivent éventuellement passer par une période de chômage. On peut s'attendre à ce qu'ils se délocalisent ou se recyclent. On peut distinguer deux types de mesures du marché du travail destinées à faire face à cette situation: le soutien passif du revenu pendant les périodes de chômage et les politiques actives du marché du travail qui tentent de faciliter le retour à l'emploi.

La plupart des pays industrialisés ont en place des systèmes de protection sociale plus ou moins généreux, mais ce n'est pas le cas dans beaucoup de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Des politiques actives sur le marché du travail sont largement utilisées dans les pays industrialisés où elles sont de plus en plus considérées comme une formule préférable au soutien passif du revenu en faveur des chômeurs. Certains pays industrialisés prévoient même pour les travailleurs une assistance spécifique à l'ajustement aux échanges.

La possibilité d'introduire des programmes de protection sociale ou des programmes actifs du marché du travail d'une durée limitée et de cibler spécialement ceux qui subissent les effets négatifs de la réforme commerciale a été examinée dans la littérature et a été évoquée récemment dans le contexte du débat sur l'aide pour le commerce. Renforcer l'aptitude des pays en développement à concevoir et mettre en œuvre de tels programmes pourrait en effet les aider à mieux maîtriser l'impact social des réformes économiques tout en contribuant à renforcer l'appui populaire en faveur des réformes elles-mêmes. Davantage de recherches sont néanmoins nécessaires pour nous aider à mieux comprendre comment concevoir de tels programmes.

- *Politiques visant à fournir des garanties et une assurance contre les aléas de la vie professionnelle*

Les politiques examinées plus haut, qui visent à faciliter la transition, relèvent du problème général que posent la mise en place de garanties et d'une assurance contre les aléas de la vie professionnelle. Les économistes sont généralement d'accord pour dire que les économies modernes doivent en permanence réaffecter des ressources, y compris de la main-d'oeuvre, de produits anciens vers des produits nouveaux, de firmes inefficaces vers des firmes efficaces. Dans le même temps, les travailleurs apprécient la sécurité et les garanties contre les principaux aléas de la vie professionnelle, la perte d'emploi en particulier. En réponse à cette exigence de sécurité, les économies ont recours à différents outils, par exemple les indemnités de chômage et la législation sur la sécurité de l'emploi, pour fournir un tampon contre les conséquences les plus négatives de la perte d'emploi. L'analyse proposée dans la présente étude montre qu'il y a des raisons de croire qu'un arbitrage existe entre l'efficacité et la sécurité, mais que cet arbitrage n'implique pas forcément un choix très tranché si les politiques en matière de garanties sont convenablement conçues. Trouver le dosage approprié est une urgente nécessité. C'est tout particulièrement le cas dans les pays en développement qui sont confrontés au défi supplémentaire consistant à transférer dans des activités formelles, avec le moins d'à-coups possible, un nombre considérable de travailleurs du secteur agricole et de l'économie urbaine informelle.

- *Les politiques de redistribution*

Il est aussi de plus en plus reconnu qu'il est important que les décideurs veillent à ce que les avantages de l'intégration économique mondiale soient partagés d'une manière suffisamment large

pour que le public soutienne ou continue de soutenir l'ouverture commerciale. La présente étude analyse la documentation consacrée aux politiques de redistribution dans des économies ouvertes et constate que, jusqu'ici, il n'y a pas eu d'accord sur la façon de concevoir des politiques de redistribution appropriées dans un monde qui se mondialise. La difficulté que pose la conception d'une politique de redistribution efficace tient au fait que de telles politiques, selon toute probabilité, n'affectent pas seulement la répartition de revenu mais aussi les incitations dans le système productif. Un transfert redistributif peut affecter les incitations, aussi bien pour ceux qui en bénéficient que pour ceux qui les financent, par exemple, au moyen d'impôts sur le revenu ou sur la consommation. Une complication supplémentaire peut apparaître si l'aptitude des gouvernements à redistribuer est influencée par le fait que certains facteurs de production sont plus mobiles que d'autres au niveau mondial.

Indépendamment de leurs causes, les accroissements de la prime de qualification ou de l'inégalité des revenus représentent un défi particulièrement sérieux pour les pays en développement ayant une expérience limitée de la conception des politiques de redistribution. Jusqu'à présent, la littérature n'apporte pas de réponse à la question de savoir comment introduire des politiques appropriées dans des pays qui ne disposent pas des capacités administratives et financières nécessaires.

- *Les politiques de l'éducation*

Les politiques qui assurent un plus large accès à l'éducation ont été considérées dans les ouvrages spécialisés comme de bonnes politiques en faveur des pauvres, car elles stimulent la croissance et réduisent en même temps l'inégalité. La présente étude souligne aussi le rôle de plus en plus important des politiques de l'éducation pour déterminer

dans quelle mesure les pays parviennent à maîtriser le changement économique et technologique. Les niveaux d'éducation, par exemple, déterminent la capacité d'absorption des pays, c'est-à-dire leur capacité à adopter des technologies nouvelles et peut-être à les perfectionner. L'éducation influe sur la capacité des individus à faire face au changement, aspect important dans un monde mondialisé qui attend des individus qu'ils s'adaptent continuellement à des situations nouvelles. Dans le même temps, l'étude note qu'il devient de plus en plus difficile de prédire la gamme de compétences nécessaires pour l'emploi futur et que les systèmes d'éducation devront donc être de plus en plus flexibles pour pouvoir répondre aux changements économiques. Les conséquences pratiques de cette situation, cependant, ne semblent pas être tout à fait claires et de plus amples recherches sur la question du changement économique et de l'éducation pourraient être utiles pour donner des repères aux responsables de la politique de l'éducation.

■ *Autres politiques*

Le point de savoir dans quelle mesure les économies en développement réussissent à créer davantage d'emplois et/ou de meilleurs emplois, avec ce que cela implique pour la pauvreté, dépend avant tout de la manière dont le volet «offre» de l'économie réagit à la libéralisation des échanges. Une conception commune semble se dégager au sujet des goulets d'étranglement qui freinent la réaction de l'offre dans les pays en développement. Il s'agit notamment de déficiences qui concernent le financement, l'infrastructure matérielle, les télécommunications, l'information et le capital humain. On a également soutenu que le rythme de la réforme commerciale peut influencer sur la réaction de l'offre dans les pays. Le rôle que la communauté internationale peut jouer en aidant les pays en développement à surmonter les contraintes du côté de l'offre semble

être de plus en plus reconnu, comme le montre le débat sur l'Aide pour le commerce. À cet égard, il pourrait être utile de se faire une meilleure idée de la manière dont on pourrait utiliser efficacement l'Aide pour le commerce pour optimiser la réaction de l'offre dans les pays en développement.

Principale conclusion

La principale conclusion qui se dégage de la présente étude, c'est que les politiques commerciales, d'une part, et les politiques de l'emploi et les politiques sociales, de l'autre, interagissent et qu'une meilleure cohérence des politiques dans les deux domaines peut aider à faire en sorte que les réformes commerciales aient des effets positifs significatifs à la fois sur la croissance et sur l'emploi. Dans cette perspective, les recherches destinées à appuyer l'élaboration de politiques plus efficaces et plus cohérentes seraient certainement d'une grande utilité pour la communauté internationale.